

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail égalité

monarchie

République

fraternité

économie

Écologie

solidarité laïcité

individu

société

liberté

Pour un nouvel ordre économique mondial qui respecte le vivant.

Ces propositions reprennent les travaux des Loges suivantes :

Respectable Loge, Démos, Orient de Nice, Région 2

Respectable Loge, La Vraie Lumière, Orient de Nancy, Région 4

Respectable Loge, Les Compagnons de la Liberté et de la Solidarité, Orient de Chaville-Viroflay, Région 7

Respectable Loge, Étoile de Marianne, Orient de Niort, Région 9

Respectable Loge, L'Harmonie, Orient de Nantes, Région 9

Respectable Loge, Triple Union, Orient de Dinan, Région 9

Respectable Loge, Fraternité – Loyauté, Orient de Marseille, Région 15

Respectable Loge, Fraternité 89, Orient de Périgueux, Région 16

Respectable Loge, Aristophane, Orient de Villeneuve sur Lot, Région 16

Respectable Loge, Les Cœurs Réunis, Orient de Toulouse, Région 17

Fiscalité

Une des revendications des « Amis de la terre » est l'extension de la garantie des marchandises à 10 ans, la loi Hamon a déjà permis de l'étendre à 2 ans.

Faire des choix politiques exige d'accroître la connaissance que l'on a de l'activité économique, sans se limiter à ce qui produit de la plus-value financière, et du poids écologique de cette activité et son développement. Ceci nécessite de changer d'indicateurs qui ne se limitent pas au PIB tel qu'il est actuellement, calculer et intégrer des indicateurs de nuisance écologique.

Doit-on continuer à laisser la production avoir pour seul objectif la rentabilité la plus grande, la diminution du nombre d'emplois, l'écartement des niveaux de salaires ?

La réforme des impôts, toujours repoussée, doit être réalisée pour limiter la progression exponentielle des capitaux au détriment des richesses produites par le travail, contenir l'éventail des salaires dans des proportions décentes.

Par ailleurs, il convient de favoriser systématiquement les modes de transports doux, inciter fiscalement et massivement les populations à isoler leur logement et à s'équiper d'un mode de chauffage non dépendant des énergies fossiles en insistant sur les populations les plus pauvres. Les pouvoirs publics et collectivités et tout le monde institutionnel doivent donner l'exemple de l'utilisation des énergies non fossiles.

De plus, il faudrait revoir totalement notre système de rémunération du travail afin de permettre à chacun de vivre dignement.

L'annulation de la dette par la BCE contre la relance de cette crise par la transition écologique est aujourd'hui avancée par de nombreux économistes, qui considèrent que les statuts de la BCE lui permettent ce type d'actions, la gouvernance de la BCE doit retrouver l'audace qui fut celle de M Draghi pour relancer la machine européenne.

D'autres avancées doivent être entreprises telle que le fait de diminuer le temps de travail (28h) en favorisant la diversification professionnelle. Instituer un revenu universel garanti.

Gérer la dette publique, c'est-à-dire inviter les banques centrales (BCE) à racheter cette dette aux états et puis, discrètement ou pas, à l'annuler ; éventuellement en respectant, par exemple, la proportionnalité de l'endettement des uns et des autres autour du critère européen des 60% du PIB.

L'État doit taxer les entreprises qui polluent, et en même temps redistribuer aux entreprises vertueuses. L'État doit favoriser et défendre les entreprises à but d'emploi, qui d'un point de vue économique bénéficie d'un avantage concurrentiel dans la réduction du coût du capital humain, mais qui permet à des chômeurs de longues durées de travailler.

Améliorer l'efficacité du crédit impôt recherche¹, qui serait versé à un fonds public reversé aux chercheurs selon critères liés aux objectifs de lutte contre les dérèglements, avec contrôle citoyen.

Agriculture et écologie

Avant d'atteindre des catastrophes en chaîne, il serait urgent de créer au niveau mondial un observatoire de la population humaine, animale et végétale pour comprendre et anticiper les évolutions futures lesquelles, pour la plupart, seront dictées par la dégradation climatique.

Les actions nationales devraient être assujetties au respect des critères de Paris sur le climat.

Développer massivement un enseignement technique de maraîchage et instaurer une zone verte autour des villes qui sera mise à disposition des maraîchers et favoriser le commerce de proximité en détaxant tous les produits de première nécessité cultivés localement.

Mettre en place et expérimenter dès à présent des circuits de coopération permettant d'assurer l'autosuffisance alimentaire.

Développer d'urgence les circuits courts et les réseaux d'agriculture bio.

Garantir de façon contractuelle des volumes aux producteurs de l'agriculture périurbaine et urbaine, dans le moyen et long terme

Développer une politique sociale et de santé publique à travers la tarification sociale dans la restauration scolaire.

Affranchir l'agriculture française des pesticides par un plan de sortie accompagnant les agriculteurs

Transformer profondément les systèmes de culture vers un modèle circulaire bas carbone

Répartir plus équitablement la valeur ajoutée entre producteur, transformateur, distributeur en promouvant un contrat de transition agroécologique et alimentaire, garanti par l'Etat et l'Union européenne

Penser plus globalement l'agriculture urbaine et périurbaine avec de véritables « hubs alimentaires locaux » impliquant les acteurs de l'agriculture, de la production et de la distribution/ restauration

Relocaliser la seconde et troisième transformation.

Instaurer une collecte séparée et la valorisation des restes alimentaires afin d'une part de structurer une filière de compost bio pour du maraîchage bio d'autre part de soutenir l'essor de la filière biométhanisation, créatrices d'emplois endogènes.

Faire évoluer la PAC afin qu'elle rompe avec son prisme productiviste et se transforme dès 2023 en Politique Agricole et Alimentaire Commune.

Renforcer son ambition environnementale (réduction des quantités d'intrants notamment), à budget inchangé, et la compléter par un système additionnel de bonus autofinancés au niveau national.

Mettre en cohérence ces stratégies nationales avec la PAC, l'agriculture intensive étant l'une des principales causes de l'érosion de la biodiversité.

Modifier les règles européennes de libre concurrence pour, dans les marchés publics, permettre de mettre des critères relatifs la distance d'approvisionnement ou son origine.

Prendre en compte d'une part la participation des travailleurs (UTH) sur les exploitations dans le calcul des aides. Cela implique de redéfinir ce qu'est un paysan, un actif agricole.

Constituer un cercle des pays soumis aux mêmes normes sociales et environnementales

Permettre uniquement l'importation de denrées agricoles alignées sur les règles de production de l'Union européenne (mêmes normes qualitatives, prix minimaux d'entrée).

Poursuivre l'amélioration des conditions de bien-être animal dans la chaîne de production.

Aider au développement de la productivité agricole des cultures vivrières afin d'assurer la souveraineté alimentaire dans chaque pays et le maintien des paysanneries locales.

Coopérer avec les pays du Sud à la fois dans l'action scientifique (exploiter toutes les opportunités que la biosphère nous offre, en intensifiant tous les processus écologiques) et dans la transposition du droit rural.

Lutter contre toute forme d'accaparement de la propriété intellectuelle des ressources naturelles et des organismes vivants, modifiés ou non.

Produire et consommer

Soutenir la recréation d'une filière réparation, dans la mesure où l'obsolescence programmée devient interdite. Cela va dans le sens d'une création d'emploi, d'un réaménagement du territoire en ramenant des emplois dans les provinces.

Le poids des « consom'acteurs » devrait pouvoir orienter les productions vers des circuits courts, inciter à une relocalisation de toutes les productions stratégiques pour l'autonomie et la sécurité de la France. Ceci prône une nouvelle alliance entre producteurs et consommateurs. Relocaliser les productions.

Il faut redonner un sens au travail dans la visée de l'amélioration de la société, de la vie de tous, et de l'épanouissement des capacités de chacun en soutenant l'économie solidaire par exemple.

Développer le télétravail surtout dans les zones ne disposant pas de transports en commun.

Favoriser les transports en commun, s'ils existent, sinon le covoiturage, pourquoi pas fiscalement, en instaurant une vignette covoiturage, et en instaurant un péage automatique aux abords des villes pour les autres véhicules comme dans les pays nordiques (dans toutes les villes de Norvège, la circulation est fluide)

Relocaliser les productions essentielles pour la santé, gérer les produits de base pour ne plus dépendre de la Chine par exemple.

l'Europe se doit de mutualiser les savoir-faire pour ne pas délocaliser Les nouveaux besoins, nous devons assurer cette refondation écologique sur nos territoires, avec nos technologies et nos salariés.

Réviser les modes de transports : développer les déplacements collectifs et partagés accessibles à tous, priorité au ferroviaire notamment aux petites lignes et au fret.

Produire moins de biens (sobriété) et mieux (équilibre humain et environnemental) pour un meilleur partage des richesses (naturelles et financières) au niveau mondial.

Relocalisation maximale de l'activité via un protectionnisme coordonné et coopératif au niveau international.

Favoriser une économie sociale et solidaire avec le développement des structures de type « coopérative » et des entreprises inscrites dans une démarche de responsabilité sociale des entreprises (RSE) ou de contrats de transition écologique.

Passer d'une économie industrielle libérale archaïque à une économie circulaire. La caractéristique centrale de ce modèle économique est qu'il vise à supprimer l'exploitation des humains et de la nature, parce qu'il cherche à assurer tout à la fois un niveau de vie décent à tout individu et un renouvellement cyclique ordinaire voire un développement de la nature afin de lui permettre de satisfaire sur la durée les besoins physiques de l'humanité sur une terre florissante

La relance de la rénovation thermique des bâtiments par L'Etat pourrait s'apparenter à une approche keynésienne. Investissement dans les biomatériaux, la digitalisation par le Building Information Model simulant l'impact environnemental. Investir dans la formation des architectes pour promouvoir les nouvelles architectures prenant en compte l'environnement, comme la biomimétique qui puise son inspiration dans la nature et les organismes vivants. Le tout dans le but d'offrir au plus d'individus possible un logement décent respectant l'environnement.

Le cadre des institutions doit permettre de favoriser le circuit court et toutes les initiatives locales en faveur de l'environnement. Face à la pandémie et en réponse au confinement, les petits producteurs ont démontré leur capacité de mise en réseaux et de développement de circuit court de vente directe. Une autonomie des territoires permettrait de repenser la production alimentaire et le respect de la biodiversité.

Bâtir une Stratégie de Transition énergétique fondée sur la Détox de la croissance, en restreignant les activités incompatibles avec les enjeux écologiques et encourageant des activités compatibles : Interdire la pub des produits incompatibles avec les objectifs de l'accord de Paris, évitement des consos électriques inutiles (extinction des éclairages immeubles, panneau pub LED, vitrines...), moratoire sur la 5G (mesurer l'impact énergie des serveurs et des usages consuméristes qu'elle promet), préparation psychologique des changements de consommation.

Améliorer la politique urbaine sur les plans énergie et climat : les mobilités, l'habitat, les réseaux de communications

Soutenons le Shift Project, faisons connaître ses analyses, rapports et recommandations. « The Shift Project » est un Laboratoire d'idées (Think tank) pour la transition vers un monde décarboné. Partant du fait que la réduction des émissions de CO2 sera le résultat de l'addition de milliers de petits efforts réalisés à tous les niveaux par les particuliers, entreprises, gouvernements, administrations, collectivités locales, etc., cette ONG française analyse de façon systémique les processus de vie dans notre société (se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner, travailler, comprendre, échanger), imagine des modifications qui concilient réduction des émissions de CO2, sobriété, efficacité énergétique et modification des emplois, puis les soumet aux décideurs économiques.

Participons / contribuons au club des Shifters pour la mise en œuvre des propositions

Contribuons aux actions qui concrétisent la stratégie bas carbone.

Démographie

Dans la plupart des pays on mise sur l'école et l'amélioration des conditions de vie pour faire évoluer les mentalités.

Dans les États industrialisés l'une des raisons de la surnatalité est la croyance parfois inconsciente que des enfants en surnombre sont nécessaires pour financer les retraites, bien que les partisans des idéologies natalistes admettent enfin que c'est un argument dépassé. Mais dans les pays pauvres le seul moyen de survivre quand on est âgé est d'être pris en charge par ses enfants.

La régulation des naissances implique donc d'éradiquer la mortalité infantile, ainsi il sera inutile d'avoir de nombreux enfants afin que les survivants prennent soin de leurs parents. Il faut aussi faciliter l'accès à la contraception, donner aux bénévoles du planning familial les moyens d'informer, aider les femmes

à accéder à l'indépendance financière, imposer par des lois l'égalité homme/femme, établir une protection sociale pour tous afin qu'une assurance maladie/retraite fiable et pérenne garantisse à tous une vieillesse sereine.

Sous l'impulsion des femmes les progrès sont réels presque partout dans le monde mais ils sont très lents.

Voici les propositions pour réguler la démographie explosive mondiale lié aux enjeux écologiques : Enseignement et éducation des plus jeunes sur, la sexualité, l'enjeu démographique, l'écologie... Développement et distribution de moyens contraceptifs gratuits pour tous et en priorité dans les pays à fort taux de fécondité.

Aide économique aux pays en voie de développement (moins de mortalité infantile et moins de dépendance envers les générations futures)

Éthique

« Il n'est de richesse que d'hommes » écrivait déjà Jean Bodin et nous avons évoqué l'idée selon laquelle l'activité au service des autres était un des fondements de l'estime de soi.

Limiter la taille des villes et maîtriser le développement des métropoles en intégrant une agriculture urbaine, la gestion de l'eau, de l'énergie, etc...

Le Revenu Universel et Inconditionnel instaurera une justice sociale indispensable. Il permettra de libérer l'Homme des contraintes matérielles et donnera à chacun la réalité d'une citoyenneté économique. Il appellera l'individu à choisir pleinement sa contribution à la société en le projetant dans un avenir recherché et désiré. Il deviendra la garantie d'accès aux biens et services de première nécessité pour tous et confortera l'accès à la dignité tel que défini dans l'article 25 des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Les individus doivent être sensibilisés. A l'instar du nutri-score, les biens et les services doivent mentionner des informations concernant le niveau de pollution, la destruction de la biodiversité et les conditions de travail nécessaire à la production de ce bien ou de ce service. Les fournisseurs d'accès à internet doivent indiquer le coût énergétique de l'utilisation des smartphones. Ainsi, sans interdire aux personnes de consommer, chacun aura l'information et pourra choisir librement un bien ou un service moins polluant

Non-ratification et amendement du traité CETA à l'UE, en inscrivant le respect des engagements de l'accord de Paris comme objectifs contraignants des accords commerciaux, en supprimant la disposition autorisant les multinationales à attaquer les états dans les tribunaux d'arbitrage privés lorsqu'ils adoptent des mesures de protection de l'environnement et de la santéⁱⁱ.

Préserver la politique de la recherche scientifique des dérives consuméristes court-termistes.

Éducation

Prôner la coopération et non la compétition (on co-construit – on valorise et on n'oppose pas – on révèle des potentiels et des compétences).

Équilibrer la formation intellectuelle et manuelle.

Sensibiliser à l'environnement et à l'impact individuel de pollution (de la maternelle à l'âge adulte).

Maîtriser de manière raisonnée l'utilisation des outils numériques notamment dans le système éducatif.

Sensibiliser les parents à leur rôle éducatif.

Une refonte du système éducatif, premier vecteur du changement, concourra à encourager l'écriture d'un monde différent. Par de nouvelles pédagogies et apprentissages, commencera l'éducation des jeunes publics appelés à devenir les adultes de demain. La culture des sentiments, l'apprentissage de

l'empathie et des valeurs humaines primeront pour développer l'autocritique et la sensibilité aux arts, favorisant ainsi l'idée d'un entre soi apaisé.

L'Etat se doit de donner les armes à chaque élève et étudiant pour qu'ils aient une pensée critique sur la place du vivant s'intégrant dans le social et l'économie le plus tôt possible. Le contrat social de Rousseau est enseigné, il faudrait y adosser le contrat naturel de Michel Serres. Enseigner également en économie qu'il existe d'autres modèles que celui de Milton Friedman comme celui d'Elinor Ostrom. Chacun pourra se faire une idée et agira en conséquence lorsqu'ils seront aux affaires dans le monde du travail.

Législation

Enfin l'organisation du travail ne peut se faire sans règles. Le code du travail doit être revu afin de protéger et de respecter chacun.

Inscrire le respect des équilibres de la nature, notamment climatiques, dans la constitution du GO (art1)

Faire de l'universalisme de nos valeurs une « planéthique » en valorisant l'altruisme et la coopération.

Promouvoir dans les LL.: la connaissance scientifique de ces phénomènes afin de réduire les dogmatismes.

Approcher et encourager publiquement (invitation à des conférences etc.) les écoles, universités qui instaurent des enseignements et recherches afin de lutter contre les dérèglements et pollutionsⁱⁱⁱ, de même que les institutions financières et d'assurance qui valident la gravité de la situation et engagent des actions correctives concrètes^{iv}. Il ne s'agit pas là d'un nième label vert, mais d'une reconnaissance publique valorisante, attestant l'engagement séculier de l'Obéissance en faisant connaître nos valeurs humanistes

Favoriser (juridiquement, financièrement, spatialement) les conditions d'installation des primo-accédants, en mettant à disposition des terres arables à orienter vers la production de légumineuses.

Sanctuariser le foncier dans la loi, bien commun de la Nation

Garantir son accès aux primo accédants, afin d'assurer la relève générationnelle. Un Livret Vert pourrait constituer un instrument financier.

Préserver le foncier de la spéculation et des accaparements étrangers.

Etablir une planification tripartite de l'usage des sols à une échelle infrarégionale, à travers les documents d'orientation et de planification. en accord avec la volonté de souveraineté alimentaire plus importante.

Permettre aux citoyens de s'impliquer davantage dans la vie des exploitations agricoles de leur territoire (coopératives par exemple)

Placer le citoyen (en herbe) au cœur des réflexions sur le système alimentaire tourné vers les consommateurs (éducation alimentaire)

S'interroger, sur un plan éthique, à notre relation alimentaire à la nature et au vivant, et adapter notre mode de consommation – carnée en particulier – en conséquence.